



Conférence de haut niveau sur:

L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique: les défis du changement climatique

Syrte, Jamahiriya Arabe Libyenne, 15-17 décembre 2008

Rapport National d'Investissement

CÔTE D'IVOIRE

RÉSUMÉ:

En Côte d'Ivoire, l'agriculture continue d'occuper plus de 61% de la population active et procure les deux tiers des recettes du pays. Le secteur agricole contribue en moyenne pour un quart du PIB (2000-2005). Les systèmes de production pratiqués par les petits exploitants sont fondés sur la culture manuelle, extensive et itinérante, aux rendements faibles. Les changements climatiques sont très apparents au point de réduire la saison culturale d'environ 20 jours.

La proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté augmente. Elle est passée de 32,3% en 1993 à 38,4% en 2002 puis la crise a amplifié ce à 48,8% de la population en 2006. A ce rythme, elle sera de 48% en 2015 contre un objectif de 15%. La Côte d'Ivoire indique un niveau modéré de la sous-alimentation; 13% de la population est sous-alimentée. La proportion et le nombre de personnes sous-alimentées ont tous deux diminué entre 1990-92, période de référence du Sommet Mondial de l'Alimentation (SMA) et la Déclaration du Millénaire (DM) en 2000.

Le réseau hydrographique de la Côte d'Ivoire comprend quatre principaux bassins dont 265 000 Km² de bassins versants en Côte d'Ivoire, et des petits fleuves côtiers qui, d'Ouest en Est, ont plus de 23 000 km² de bassins versants. Présentant une longueur cumulée de plus de 4 000 km, les cours d'eau ivoiriens offrent un potentiel hydroélectrique considérable estimé à 12 TWh par an. Cela représente 7 fois la production actuelle du secteur et près de 4 fois la consommation électrique actuelle totale.

Le Gouvernement s'est doté en 1993 d'un Plan Directeur du Développement Agricole 1992-2015 dans lequel sont définies les grandes lignes de la politique agricole. Les objectifs majeurs qui y figurent visent : (i) l'amélioration de la compétitivité, notamment par l'accroissement de la productivité, (ii) la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire, (iii) la diversification des productions agricoles, (iv) le développement des pêches et (v) la réhabilitation du patrimoine forestier. Au titre de la politique de modernisation des exploitations, la maîtrise de l'eau sera considérée comme une opération prioritaire. Elle devra faire partie intégrante d'une politique nationale de gestion des eaux. Ce plan est en cours d'adaptation aux mutations survenues dans le pays (crise sociopolitique, libéralisation, initiatives divers du NEPAD de l'UEMOA et de la CEDEAO).

Dans le cadre du plan de développement de l'irrigation, 21 grands projets ont été définis, chacun couvrant un territoire correspondant généralement à un ou deux départements et rassemblant parfois plusieurs types d'aménagement. Le coût total des aménagements hydro-agricoles prévus s'élève à 1 656 millions dollars EU, coût qui s'applique en presque totalité au développement de nouveaux aménagements.

1. CONTEXTE

1.1 AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Agriculture

L'agriculture occupe une place essentielle dans l'économie ivoirienne et contribuait pour 26% au PIB en 2003, générant environ 60% des recettes d'exportation. En 2006, la contribution au PIB était de 22,7%. Le secteur du café-cacao est le véritable pilier de l'économie ivoirienne : il représente près de la moitié de la valeur des exportations et emploie environ 1,2 millions de petits producteurs. La population active dans l'agriculture représentait 66,1% de l'effectif national en 1998. En 2002, elle a subi une légère baisse et n'était plus que de 61,3%¹

Une grande majorité des ménages (89%) travaille dans des exploitations de moins de 10 ha (La superficie moyenne exploitée par ménage est de 3,89 ha) Par contre, il existe de nombreuses exploitations de plus de 10 ha.

Irrigation et contrôle de l'eau

Le potentiel irrigable à partir des eaux de surface avec ou sans barrage, est estimé à 206 500 ha. Il est beaucoup plus élevé si on inclut les eaux souterraines (475 000 ha selon Aquastast).

L'évaluation des caractéristiques générales des aménagements hydro-agricoles en Côte d'Ivoire fait ressortir trois principaux types d'aménagements (aménagement sous barrage, prise au fil de l'eau (PFE) et pompage) et deux modes de gestion (paysannat et entreprises agricoles). 412 périmètres hydro-agricoles dont 184 avec barrage et 188 avec PFE ou seuil, 40 sites de pompage ont été identifiés sur l'ensemble du pays. La superficie exploitée est de 32 500 ha. 14 949 ha (sur 66 sites) sont abandonnés.

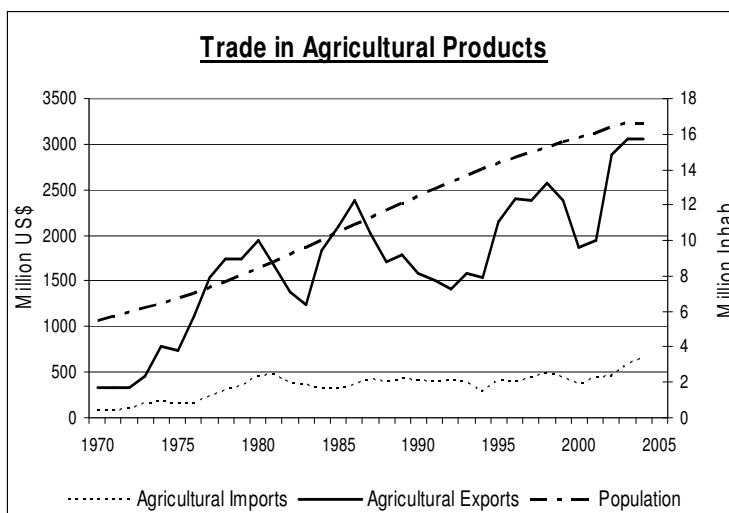
A l'exception des plantations industrielles de canne à sucre et de banane, qui représentent près des deux tiers des superficies cultivées, l'exploitation des aménagements hydro-agricoles par les paysans se résume en général à de petits aménagements assez simples de type gravitaire destinés essentiellement à la riziculture de bas-fonds, avec dans quelques cas, des activités de maraîchage. Les infrastructures souffrent d'une absence d'entretien des aménagements due à un manque de suivi et une implication insuffisante des populations dans la gestion. En 2007, les productions estimées des exploitations irriguées sont de 1 636 330 tonnes de canne à sucre, 332 703 tonnes de banane et 121 202 tonnes de riz (environ 20% de la production nationale de paddy estimée à 606 310 tonnes).

Sécurité alimentaire

Les résultats de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages menée par le Programme Alimentaire Mondial, en collaboration avec la FAO en 2006, montrent que 9% des ménages sont en insécurité alimentaire, 20% sont à risque élevé d'insécurité alimentaire, tandis que 31% sont en assez bonne sécurité alimentaire et 40% en bonne sécurité alimentaire. La prévalence de la malnutrition chez les moins de 5 ans (MICS, 2006) est aiguë pour 6,7%, chronique pour 33,9% avec 15,7% de forme sévère. L'insuffisance pondérale touche 20,2% des enfants avec 4,3% de forme sévère.

Balance commerciale agricole

Globalement, la balance commerciale agricole est excédentaire (cf. graphe) grâce notamment au cacao (la Côte d'Ivoire en est le premier producteur mondial). Mais cette tendance masque une situation difficile en matière d'alimentation. Ainsi la production nationale de riz (environ 600 000 t) est encore trop faible (40%) pour couvrir les besoins de consommation (1 400 000 t) ce qui



¹ Chiffres nationaux

engendre une sortie régulière de devises lors des importations. En 2006, la Côte d'Ivoire a importé environ 900 000 tonnes de riz pour un montant de 150 milliards FCFA.

1.2 RESSOURCES EN EAU ET HYDROÉLECTRICITÉ

Le réseau hydrographique de la Côte d'Ivoire comprend quatre principaux bassins : i) le Cavally à l'Ouest, long de 700 km avec un bassin versant de 15 000 km² ; ii) le Sassandra long de 650 km pour un bassin de 75 000 km² ; iii) le Bandama formé du Bandama blanc et du Bandama rouge ou Marahoué, d'une longueur 1 050 km avec un bassin versant total de 97 000 km² ; iv) la Comoé à l'Est, qui prend sa source au Burkina Faso, dont le lit d'une longueur de 1 160 km, draine un bassin versant de 78 000 km². Il convient d'ajouter des petits fleuves côtiers (le Tabou, le San-Pedro, le Niouniourou, le Boubo, l'Agnéby, la Mé et la Bia) ainsi que le Baoulé qui coule sur 330 km en Côte d'Ivoire avant d'entrer au Mali, la Bagoé dont le bassin ivoirien dépasse 5 000 km² et le Ghana qui sont des affluents du Niger, enfin le Koulida petit affluent de la Volta Noire.

Les cours d'eau ivoiriens offrent un potentiel hydroélectrique considérable estimé à 12 TWh par an, soit 7 fois la production actuelle du secteur et près de 4 fois la consommation électrique actuelle totale.

En 2006, la production électrique d'origine hydraulique représentait 27% de la production totale. Sur 5 542 GWh produits, l'hydraulique a fourni 1 510 GWh (avec une puissance installée de 604 MW).

Six barrages fournissent l'électricité consommée : i) Buyo (50%), Taabo (30%), Ayamé (14%), Kossou (5%) et Fayé (1%). La Côte d'Ivoire est exportatrice nette d'électricité vers le Mali, le Burkina Faso, le Bénin et le Togo.

1.3 CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les changements climatiques sont de plus en plus ressentis en Côte d'Ivoire. Les principales évolutions concernent : i) la baisse effective de la pluviométrie depuis les trois dernières décennies; ii) l'irrégularité des pluies (mauvaise répartition); iii) le raccourcissement de la longueur des saisons pluvieuses; iv) la hausse des températures; v) une persistance et rigueur des saisons sèches; vi) des inondations plus fréquentes; vii) une érosion côtière. La longueur de la saison culturale a ainsi diminué de 20 jours. La production agricole ivoirienne de "type pluvial" a baissé de moitié ces dix dernières années probablement en raison du phénomène de changement climatique.

Il n'existe pas encore de Plan national d'adaptation aux changements climatiques mais les stratégies préconisées par la recherche agronomique nationale sont: i) redéfinir les calendriers culturaux (zonage agroclimatique); ii) créer des variétés à cycle court; iii) créer des variétés tolérantes à la sécheresse; iv) Préserver le patrimoine forestier; v) promouvoir la gestion de l'eau (irrigation).

2. STRATÉGIES NATIONALES POUR L'EAU, L'AGRICULTURE ET L'ÉNERGIE

2.1 CONTEXTE POLITIQUE

Depuis 1997, la Côte d'Ivoire dispose d'un programme de lutte contre la pauvreté (PNLP). Le Gouvernement de la deuxième République s'est engagé dans le processus Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté dès le sommet de Libreville en janvier 2000, et un DSRP-Intérimaire a été présenté en juillet 2002. Le DSRP2 est en cours d'élaboration et le draft devra être présenté à la fin de septembre 2008. Les objectifs du DSRP intérimaire étaient principalement la réduction de la pauvreté, à moyen terme : réduire l'incidence de la pauvreté de 33,6% en 1998 à 30% en 2005.

Le Gouvernement s'est doté en 1993 d'un Plan Directeur du Développement Agricole 1992-2015 dans lequel sont définies les grandes lignes de la politique agricole. Les objectifs majeurs qui y figurent visent : (i) l'amélioration de la compétitivité, notamment par l'accroissement de la productivité, (ii) la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire, (iii) la diversification des productions agricoles, (iv) le développement des pêches et (v) la réhabilitation du patrimoine forestier. Ce plan qui constitue le document de référence voire l'instrument de politique en matière d'agriculture, d'élevage, de pêche et de forêts, a été élaboré dans un contexte marqué par la stabilité et la prospérité. L'évaluation de la mise en œuvre de ce plan est en cours de réalisation en vue de l'élaboration d'une

loi d'orientation agricole, et surtout de la prise en compte des mutations nouvelles survenues au cours des dix dernières années (libéralisation des filières, crise sociopolitique, politiques agricoles et de sécurité alimentaire de l'UEMOA et de la CEDEAO, initiatives du NEPAD, OMD, etc.).

Le Gouvernement s'est résolu en 1996, à solliciter l'appui de la Banque Africaine de Développement en vue de l'élaboration d'un plan de développement de l'irrigation. Démarré en 2001, le plan a été achevé en 2004. Ce plan a pour objectif spécifique de doter le pays d'un outil de planification et de gestion rationnelle de l'irrigation, afin de garantir l'accroissement et la diversification de la production agricole, tout en assurant une gestion durable des ressources, notamment des ressources en eau. Pour assurer la mise en valeur du potentiel hydro-agricole existant, les orientations stratégiques proposées reposent sur : i) les types d'aménagement à privilégier; ii) les cultures à promouvoir; iii) l'approche d'intervention; iv) le schéma général de mise en valeur des aménagements; v) les activités de planification et de suivi; vi) la prise en compte des aspects environnementaux. 21 grands projets ont été définis, chacun couvrant des territoires régionaux.

La définition de la politique de gestion et de mise en valeur rationnelle des ressources en eau et les stratégies correspondantes reposent sur deux axes complémentaires: i) l'approche intégrée comme principe de base; ii) un cadre adapté d'interventions sectorielles. Les grandes orientations de gestion intégrée des ressources en eau s'articulent autour des points suivants : i) la satisfaction des besoins; ii) l'eau et la santé; iii) l'eau et l'environnement; iv) l'eau et le développement économique; v) l'eau, l'aménagement du territoire et le développement durable; vi) l'eau, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Le Programme National Hydraulique d'un coût total estimé en 2003 à 18,9 milliards de Francs CFA est un ensemble de 10 projets. Les programmes sectoriels sont évalués à 124, 945 milliards de Francs CFA.

En ce qui concerne le secteur énergétique, dans le DSRP de 2002, le sous-secteur de l'électricité et des énergies renouvelables se fixe comme objectif global de fournir à la population une énergie accessible à moindre coût, au plus grand nombre, exportable et qui préserve l'environnement. De façon plus spécifique, il s'agit de : (i) satisfaire les besoins des localités urbaines et rurales en électrification en portant la couverture de 23% en 2002 à 38% en 2007; (ii) assurer une gestion optimale du secteur et résorber les déséquilibres structurels; (iii) poursuivre la politique d'exportation. Pour la période 2007 - 2019, 10 grands projets sur les 21 identifiés, prévoient la construction de barrages pour irrigation et hydroélectricité dans 10 régions.

2.2 ENVELOPPE D'INVESTISSEMENT

L'enveloppe d'investissement pour le court, moyen et le long terme est présentée dans le tableau ci-dessous et exprimée en millions de dollars EU. Elle avait été établie sur la base du PDDAA du NEPAD et d'autres exercices de projection des besoins en investissement.

Échelle de temps	Type d'investissement (millions \$EU)			
	Contrôle de l'eau à petite échelle	Réhabilitation des grands périmètres	Grands projets hydrauliques	Total
Court terme	151	13	3	167
Moyen terme	95	30	20	146
Long terme	48	6	41	94
Total	294	49	64	407

De plus, sur la base des 21 projets identifiés dans le plan de développement de l'irrigation (cf. profil des projets ci-dessous), l'enveloppe globale s'élève à 1 656 millions de dollars EU répartie comme suit : i) 89,30 millions dollars EU (court terme); ii) 1010,14 millions dollars EU (moyen terme); iii) 557,18 millions dollars EU (long terme).

2.3 PORTEFEUILLE DE PROJETS

La section 3 présente les projets récemment achevés, les projets en cours et les projets en attente de financement (projet en voie de financement ou idées de projets).

En raison de la crise survenue depuis le 19 septembre 2002, la plupart des projets ont été suspendus.

Dans le cadre du plan de développement de l'irrigation, 21 grands projets ont été définis, chacun couvrant un territoire correspondant généralement à un ou deux départements et rassemblant parfois plusieurs types d'aménagement.

Les aménagements hydro-agricoles sont classés en cinq catégories, selon la nature des travaux à réaliser: i) aménagements existants ne nécessitant aucune réhabilitation, c'est à dire les sites irrigués existants en exploitation et fonctionnant normalement; ii) aménagements existants en cours de réhabilitation, réhabilitation dans le cadre d'un projet en cours de réalisation ou formellement approuvé par les parties; iii) réhabilitation nécessaire en raison de sérieuses défaillances techniques rendant l'exploitation impossible en partie ou en totalité; iv) extension des aménagements existants, v) nouveaux aménagements (sites à développer avec des nouveaux barrages, seuils en rivière ou PFE).

Le coût total des aménagements hydro-agricoles prévus s'élève à 910 milliards de FCFA (1 657 millions dollars EU), coût qui s'applique presque totalité au développement de nouveaux aménagements. Le financement doit en être recherché.

3. PROFILS DE PROJETS (EN COURS OU EN PROJET)

Titre du projet	Partenaire financier	Période	Budget total	Description
I. PROJETS RÉCEMMENT ACHEVÉS				
Projet de développement rural de la région forestière Ouest (BAD OUEST)	BAD, FAD	1994 - suspendu	46 897 millions FCFA	Composante irrigation: Aménager 4 088 ha de bas-fonds; Construire 27 retenues d'eau modestes.
Programme Agricole Kennedy Round Two (PA KR II)	JICA JAPON	1999 -2002	2 575 millions FCFA	Composante infrastructures: réhabiliter 7 barrages et 7 prises au fil de l'eau (PFE). Aménager et équiper 568 ha nets pour les cultures irriguées (revue à 1465 ha de terre pour la riziculture irriguée en particulier); 11 fermes de pisciculture d'une superficie en eau d'un hectare par site.
Programme Agricole PL 480	USA	1999- 2004	14 965 millions FCFA	Infrastructures et aménagement de terres agricoles et aider à l'exploitation des terres aménagées.
Projet Horticulture Urbaine et Périurbaine (HUP)	ROYAUME BELGIQUE	2002 -2005 prorogé	540 millions FCFA	Sécuriser l'accès aux ressources (terre, sol, eau de qualité etc.). Mise en œuvre du référentiel technique PPI. Assurer l'ancrage institutionnel et maîtrise de l'autogestion par les bénéficiaires
Projet de Développement Rural de la Région du Zanzan (PDZR)	FIDA	1999 -2005	8 346 millions FCFA	Composante eau: développer la micro-irrigation.
Projet de développement Agricole Intégré de la vallée de la Bagoué	BADEA	2001-2006	6 606 millions FCFA	Aménagement de 620 ha de bas- fonds et maîtrise totale de l'eau.
Projet d'Aménagement hydroagricole- Eholie Atoffou	BADEA	2000-2007	10 320 millions FCFA	Maîtrise de l'eau d'irrigation par la construction de 2 barrages en terre. Aménagement de 330 ha. Eau potable (7 forages d'exploitation). Création de coopératives et fourniture de 36 machines agricoles.
Projet d'Aménagement Hydroagricole - M'Bahiakro	Fonds koweïtien	2000 -2007	8 160 millions FCFA	Maîtrise de l'eau d'irrigation par la construction de 1 barrage gonflable et de 2 stations de pompage. Aménagement de parcelles culturales sur une superficie de 450 ha. Fourniture d'eau potable 8 forages d'exploitation. Renforcement de capacité de production et de gestion des bénéficiaires.
Projet de Développement du Département de Tanda (PDRT)	BOAD	1993 - 2007	5 663 millions FCFA	Développement de la culture du coton, création d'infrastructures rurales: pistes, points d'eau, Organisation du monde paysan: création de groupements
II. PROJETS EN COURS				
Projet d'Aménagement hydroagricole ICOLE - Fromager, Haut Sassandra	BID	2005-2010	12 576 millions FCFA	Construction 8 barrages de retenues d'eau. Aménagement de bas-fonds sur une superficie nette de 854 ha. Développement de la riziculture irriguée sur 80% de la superficie et des cultures maraîchères sur le reste. Développement et intensification de la pisciculture et la pêche. Renforcement des capacités.
Agnéby		2004-2009	80,4 millions \$EU	Etudes/Réhabilitations: 11 sites pour 460 ha/Extensions : 105 ha/ nouveaux aménagements: 4 sites pour 4000 ha/ nouveaux barrages : 2 barrages de 45,5 millions m3 pour irrigation et hydroélectricité
Projet d'Appui aux Petits producteurs maraîchers dans la région des Savanes (PPMS)	FIDA, Gouvernement, Bénéficiaires	2001-2010	9 154 millions FCFA	Renforcer les capacités, Améliorer les techniques et les pratiques de la petite irrigation. Accroître et stabiliser la productivité et les revenus de la production maraîchère grâce à l'appui conseil, l'accès à la maîtrise d'ouvrage et la valorisation des produits.

Projet de Développement de la Riziculture dans le Nord (RIZ NORD)	GTZ, KFW	2000 -2008	7 969 millions FCFA	Rendre opérationnelles les Organisations professionnelles et fonctionnels les aménagements hydro agricoles.
III. PROJETS EN VOIE DE FINANCEMENT ET IDEES DE PROJETS				
Projet d'aménagement des bas-fonds à participation communautaire	FAO-NEPAD, Gouvernement, Secteur privé, Bénéficiaires	2010-2015	32,06 millions de \$EU	Le Projet comporte quatre composantes: 1) Animation et sensibilisation des communautés rurales sur le projet; 2) Aménagement et infrastructures; 3) Appui technique et organisationnel aux producteurs; 4) Organisation et gestion du Projet.
Appui à la production de la banane plantain et aux productions maraîchères en zone de forêt	FAO-NEPAD, Gouvernement, Secteur privé, Bénéficiaires	2010-2015	22,8 millions \$EU	Le projet a les composantes suivantes: (A) Appui à la production de banane plantain et de cultures maraîchères de contre-saison ; (B) Appui à la commercialisation des produits ; (C) Renforcement des capacités ; (D) Organisation et gestion du projet.
Bafing		2010-2013	9,8 millions \$EU	Etudes/nouveaux aménagements: 3 sites 1000 ha.
Bandama Lacs		2010-2015	37,2 millions \$EU	Etudes/Réhabilitations: 33 sites pour 1543 ha/ Extensions: 90 ha/ nouveaux aménagements: 10 sites pour 2100 ha/ nouveaux barrages: 2 barrages de 13,8 millions m3 pour irrigation et hydroélectricité
Bas-Sassandra		2010-2016	94,9 millions \$EU	Etudes/ Réhabilitations: 1 site pour 20 ha/Nouveaux aménagements: 13 sites pour 7 900 ha
Aménagement hydroélectrique de Boutoubré sur le fleuve Sassandra		2009-2013	430 millions \$EU	Le site de Boutoubré situé à 50 km de la ville de Soubré en aval, à 80 km de la ville de Sassandra sera équipé d'un barrage hydroélectrique pour augmenter la capacité du parc de production électrique de 156 MW et 785 GWH.
Boundiali		2011-2027	287,4 millions \$EU	Etudes/Réhabilitations: 2 sites pour 85 ha/ Extensions: 20 ha/ nouveaux aménagements: 13 sites pour 15 214 ha. Nouveaux barrages: 5 barrages de 149 millions m3 pour irrigation et hydroélectricité.
Captage, stockage et distribution d'eau d'écoulement superficiel pour l'irrigation		2010-2013	9,8 millions \$EU	Projet bancable préparé dans le cadre de l'assistance au NEPAD. 11 petits barrages, 18 digues de captage, 20 réservoirs, 360 hectares d'irrigation.
Evaluation des ressources en eau de Côte d'Ivoire		2009-2011	5,6 millions \$EU	Projets à composantes suivantes : (i) Etat des lieux des ressources ; (ii) détermination des ressources en eau ; (iii) évaluation des ressources ; (iv) système national d'information sur l'eau
Aménagement hydroélectrique de Gribo-Popoli sur le fleuve Sassandra		2009-2013	310 millions \$EU	Le site de Gribo-Popoli situé à 6 km de la ville de Soubré en aval, sur le fleuve Sassandra, sera équipé d'un barrage hydroélectrique pour augmenter la capacité du parc de production électrique de 112 MW et 515 GWH
Projet de développement d'un système d'Information Géographique pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau		2009-2011	2,1 millions \$EU	Projet à composantes ci-dessous : (i) Renforcement du SIG ; (ii) développement d'un modèle hydraulique ; (iii) renforcement des capacités
Haut Sassandra		2012-2025	173,5 millions \$EU	Etudes/ Nouveaux aménagements: 17 sites pour 9 200 ha. Nouveaux barrages: 2 barrages de 91 millions m3 pour irrigation et hydroélectricité
Aménagement hydroélectrique de Louga sur le fleuve Sassandra		2009-2013	772 millions \$EU	Le site de Louga situé à l'aval de la ville de Soubré, à 20 km de la mer sur le fleuve Sassandra sera équipé d'un barrage hydroélectrique pour augmenter la capacité du parc de production électrique de 280 MW et 1330 GWH
Marahoué		2012-2020	63 millions \$EU	Etudes/Réhabilitations: 1 site pour 20 ha/ nouveaux aménagements : 9 sites de 4 400 ha
Montagnes - cavally		2009-2019	41,3 millions \$EU	Etudes/ Aménagements: 8 sites de 3 500 ha. Nouveau barrage: 1 barrage de 4,3 millions m3 pour irrigation
Moyen Cavally		2009-2019	63 millions \$EU	Etudes: Nouveaux aménagements: 8 sites de 4 600 ha ; Nouveaux barrages: 1

				barrage de 12,8 millions m ³ pour irrigation et hydroélectricité
Moyen Comoé		2012-2020	150,9 millions \$EU	Etudes/Nouveaux aménagements: 9 sites de 11 400 ha/Réhabilitation : 2 sites de 30 ha
Nord - Denguélé		2009-2017	154,1 millions \$EU	Etudes/ Réhabilitations: 3 sites de 225 ha/Nouveaux aménagements: 8 sites de 7 500 ha. Nouveaux barrages: 2 barrages de 55 millions m ³ pour irrigation et hydroélectricité
Nord - Nzi		2012-2023	348,2 millions \$EU	Etudes/Nouveaux aménagements: 8 sites de 10 935 ha. Nouveaux barrages: 5 barrages de 323 millions m ³ pour irrigation et hydroélectricité
Nord - Zanzan		2013-2017	17,4 millions \$EU	Etudes/Nouveaux aménagements: 5 sites de 1460 ha. Nouveaux barrages: 2 barrages de 3,6 millions m ³ pour irrigation
Sud - Bandama		2011-2020	158,8 millions \$EU	Etudes/Réhabilitations: 10 sites de 248 ha/Nouveaux aménagements: 21 sites de 12 400 ha. Nouveaux barrages: 2 barrages de 7,3 millions m ³ pour irrigation et hydroélectricité
Sud - Comoé		2011-2018	41,2 millions \$EU	Etudes/Réhabilitations: 4 sites de 220 ha/Nouveaux aménagements: 5 sites de 3 400 ha
Sud - Denguélé		2009-2021	111,9 millions \$EU	Etudes/ nouveaux aménagements: 6 sites de 4 780 ha. nouveaux barrages: 2 barrages de 56 millions m ³ pour irrigation et hydroélectricité
Sud - Nzi		2012-2019	273,1 millions \$EU	Etudes/Réhabilitations: 9 sites de 170 ha/Nouveaux aménagements: 17 sites de 21 000 ha. Nouveaux barrages: 6 barrages pour irrigation et hydroélectricité
Sud - Zanzan		2012-2018	72 millions \$EU	Etudes : Réhabilitations: 1 site de 10 ha/ nouveaux aménagements: 5 sites de 5 690 ha ; Nouveaux barrages: 7 barrages de 30,1 millions m ³ pour irrigation
Vallée Bandama		2012-2020	97,7 millions \$EU	Etudes/Nouveaux aménagements: 5 sites de 5 725 ha. Nouveaux barrages: 2 barrages pour irrigation
Worodougou		2009-2016	43,4 millions \$EU	Etudes: Nouveaux aménagements: 3 sites de 3 000 ha
Aménagement hydroélectrique d'Aboisso Bia sur le fleuve Bia		2014-2018	16 millions \$EU	Le site de d'Aboisso Bia situé dans la localité d'Aboisso, sur le fleuve Bia sera équipé d'un barrage hydroélectrique pour augmenter la capacité du parc de production électrique de 6,5 MW et 20 GWH
Aménagement hydroélectrique d'Aboisso Comoé sur le fleuve Comoé		2014-2018	248 millions \$EU	Le site de d'Aboisso Comoé situé dans la sous préfecture d'Alépé, sur le fleuve Comoé sera équipé d'un barrage hydroélectrique pour augmenter la capacité du parc de production électrique de 90 MW et 392 GWH

Source : MINAGRI, DECOP, (2008). *Catalogue des projets MINAGRI*

MINAGRI (2007). *Plan de Développement de l'Irrigation*

ANNEXE 1: CARTE DU CONTRÔLE DE L'EAU EN CÔTE D'IVOIRE



ANNEXE 2: STATISTIQUES NATIONALES

Pays et population								
Superficie du pays	2005	32246	1000 ha					
Superficie cultivée en % de la superficie totale du pays	2005	22.0	%					
Population totale	2005	18154	1000 habitants					
• dont rurale	2005	54	%					
Population active dans le secteur agricole	2005	3224	1000 habitants					
• en % de la population active	2005	44	%					
• féminine	2005	40	%					
• masculine	2005	60	%					
Economie et développement								
Produit intérieur brut (PIB)	2007	19570	millions US\$/an					
• valeur ajoutée du secteur agricole (% du PIB)	2006	22.68	%					
• PIB par habitant	2007	1016	US\$/an					
Accès aux sources améliorées d'eau potable								
Population totale	2006	81	%					
Population urbaine	2006	98	%					
Population rurale	2006	66	%					
L'eau: ressources et prélèvement								
Précipitations moyennes	2007	434.7	10 ⁹ m ³ /an					
Ressources en eau renouvelables réelles totales	2007	81.14	10 ⁹ m ³ /an					
Indice de dépendance	2007	5.3	%					
Ressources en eau renouvelables réelles totales par habitant	2007	4470	m ³ /an					
Capacité totale des barrages	1996	38.1	10 ⁹ m ³					
Prélèvement total en eau	2000	0.93	10 ⁹ m ³ /an					
• en % des ressources en eau renouvelables réelles totales	2000	1.15	%					
IRRIGATION ET DRAINAGE								
Potentiel d'irrigation	2007	475	1000 ha					
Contrôle de l'eau								
Irrigation, maîtrise totale/partielle: superficie équipée	2002	54.447	1000 ha					
Zones basses équipées	1994	25.00	1000 ha					
Superficie totale équipée pour l'irrigation	1994	72.75	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	1994	1.1	%					
• augmentation par an			%					
• Superficie irriguée par pompage en % de la superficie équipée	1994	16.2	%					
• partie de la superficie équipée réellement irriguée	1994	92.0	%					
Marais et bas-fonds cultivés non équipés	1994	16.250	1000 ha					
Superficie en cultures de décrue non équipée			1000 ha					
Superficie totale avec contrôle de l'eau	1994	89.000	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	1994	1.4	%					
• superficie drainée en % de la superficie cultivée			%					
Périmètres en maîtrise totale/partielle								
Périmètres d'irrigation de petite taille (<1000 ha)	1994	11.75	1000 ha					
Périmètres d'irrigation de taille moyenne			1000 ha					
Périmètres d'irrigation de grande taille (> 1000 ha)	1994	36.00	1000 ha					
Cultures irriguées								
Riz	2002	12.057	1000 ha					
Banane	2002	4.624	1000 ha					
Canne à sucre	2002	15.155	1000 ha					
Autres (café, citrons)	2002	0.648	1000 ha					
INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES								
Production d'énergie	2005	8.20	Mtep					
Importations nettes	2005	-0.28	Mtep					
Approvisionnement total d'énergie primaire (ATEP)	2005	7.84	Mtep					
- ATEP par habitant	2005	0.43	tep/capita					
- ATEP/PIB	2005	0.75	tep/mille 2000 US\$					
- ATEP/PIB (PPA)	2005	0.29	tep/mille 2000 US\$ PPA					
Consommation d'électricité (CE)	2005	3.17	TWh					
- CE par habitant	2005	174	kWh/capita					
APPROVISIONNEMENT D'ÉNERGIE PRIMAIRE (ANNÉE)*								
	Charbon	Gaz	Pétrole brut	Produits pétroliers	Hydraulique	Autres renouvelables et perte	Autres	TOTAL
Production	0	1393	2109	0	124	4571	0	8197
Importations	0	0	4106	131	0	0	0	4237
Exportations	0	0	-2005	-2391	0	0	-120	-4516
Soutes maritimes internationales	0	0	0	-73	0	0	0	-73
Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0
Approvisionnement total d'énergie primaire	0	1393	4209	-2333	124	4571	-120	7844

*Mille de tonnes d'équivalent pétrole (kep) sur une base nette de valeur calorifique.

RÉFÉRENCES

- AQUASTAT – Système d’information de la FAO sur l’eau et l’agriculture.
<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm>
- NEPAD, FAO. 2004. National Medium Term Investment Programme.
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/ae415e/ae415e00.pdf>
- The commercial import/Trade and Food Security (TFS) database, FAOSTAT, 2004.
<http://faostat.fao.org/site/342/default.aspx>
- MICS Eenquête nationale à indicateurs multiples, 2006, rapport préliminaire, INS/UNICEF, Décembre 2006 http://www.unicef.org/infobycountry/cotedivoire_statistics.html
- WPF Cote d’Ivoire Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire (Septembre – Octobre 2006) <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp121222.pdf>
- CEDEAO, PNUD-PREP, 2005. Monographie Pays « Elaborée dans le cadre de la politique régionale pour l’accroissement de l’accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines pour atteindre les OMD », Côte d’Ivoire.
- République de Côte d’Ivoire, Ministère du Plan et du Développement (2002). Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté - Intérimaire, Comité de Supervision, janvier 2002. http://www.uneca.org/prsp/docs/prsp_final/cote_d_ivoire.PDF
- Ministère de l’Agriculture, Côte d’Ivoire (juin 2007), Plan de Développement de l’irrigation, Résumé.
- Ministère de l’Economie et des Finances, Côte d’Ivoire (2007), La Côte d’Ivoire en Chiffres.
- Ministère de l’Agriculture et des ressources animales, Côte d’Ivoire (1993), Le Plan Directeur de Développement agricole 1992 - 2015.
- NEPAD, FAO, 2005. Programme Nationale d’Investissement à Moyen Terme (PNIMT).
- République de Côte d’Ivoire, 2000. Communication Nationale de la Côte d’Ivoire préparée en application de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.
- Ministère de l’Agriculture, Direction des Statistiques, de la Documentation et de l’Informatique (2008). Annuaire des Statistiques Agricoles, Edition Avril 2008.
- Ministère de l’Agriculture MINAGRI, DECOP(2008). Catalogue des projets MINAGRI